

Rapport Annuel 2025

Financer des actions à long terme
pour concilier les besoins humains
et environnementaux en Guinée-
Bissau

Janvier 2026



Table des matières

Document de travail



01

Développement institutionnel

01.01 Mission, organisation	01
01.02 Mise en œuvre de l'analyse d'impact sociale	01
01.03 Communication et communication	01
01.04 Participation aux 17 Objectifs de développement durable	01
01.05 Évaluation d'impact social	01
01.06 Audit d'impact social et communication sociale	01



02

02.01 Mise en œuvre des programmes de logement	01
02.02	01
02.03	01
02.04	01
02.05	01
02.06	01
02.07	01
02.08	01
02.09	01
02.10	01
02.11	01
02.12	01
02.13	01
02.14	01
02.15	01
02.16	01
02.17	01
02.18	01
02.19	01
02.20	01
02.21	01
02.22	01
02.23	01
02.24	01
02.25	01
02.26	01
02.27	01
02.28	01
02.29	01
02.30	01
02.31	01
02.32	01
02.33	01
02.34	01
02.35	01
02.36	01
02.37	01
02.38	01
02.39	01
02.40	01
02.41	01
02.42	01
02.43	01
02.44	01
02.45	01
02.46	01
02.47	01
02.48	01
02.49	01
02.50	01
02.51	01
02.52	01
02.53	01
02.54	01
02.55	01
02.56	01
02.57	01
02.58	01
02.59	01
02.60	01
02.61	01
02.62	01
02.63	01
02.64	01
02.65	01
02.66	01
02.67	01
02.68	01
02.69	01
02.70	01
02.71	01
02.72	01
02.73	01
02.74	01
02.75	01
02.76	01
02.77	01
02.78	01
02.79	01
02.80	01
02.81	01
02.82	01
02.83	01
02.84	01
02.85	01
02.86	01
02.87	01
02.88	01
02.89	01
02.90	01
02.91	01
02.92	01
02.93	01
02.94	01
02.95	01
02.96	01
02.97	01
02.98	01
02.99	01
02.100	01

03

Partenariats et mobilisation des ressources

- 03-101 **Stratégie mondiale – Partenariats Actifs**
ce sont-ils et à quoi servent-ils ?
Partenariats Actifs (PACT)
- 03-102 **Initiative pour l'écologie urbaine**
et locale – Le développement plus vert
pour l'habitat à usage résidentiel
et/ou mixte
- 03-103 **Agence Française de
développement AFDE**
- 03-104 **Agence européenne pour l'eau**
- 03-105 **Stratégie AFDE**



04

Agence d'innovation

24

05

Plan de priorités 2025

25

Résumé Exécutif

En 2021, la Fondation Méditerranée (FME) a consolidé sa position en tant que Fonds Méditerranéen national pour la conservation en Méditerranée. Grâce à son financement à long terme de la Fondation et au renforcement de la stabilité de l'équipe nationale des Aires Protégées (AP), l'équipe a consolidé son rôle national, représentant un unique et précieux de la mise en œuvre des programmes, malgré les conditions difficiles créées par la pandémie. Malgré les défis, les équipes de la Banque mondiale et de la Banque mondiale ont travaillé de près avec la FME.

L'engagement de la Fondation (FME) nationale est un des éléments clés de la réussite de la FME, qui agit en tant que catalyseur de la mise en œuvre des programmes, ainsi que des équipes de l'administration, permettant un soutien approfondi de la performance financière, de la mise en œuvre des programmes et de la formation des équipes. Les études de planification des équipes sont un élément clé de la mise en œuvre de la FME, qui agit en tant que catalyseur de la mise en œuvre des programmes et de la formation des équipes. Les études de planification des équipes sont un élément clé de la mise en œuvre de la FME, qui agit en tant que catalyseur de la mise en œuvre des programmes et de la formation des équipes.

de la Fondation (FME) nationale est un des éléments clés de la réussite de la FME, qui agit en tant que catalyseur de la mise en œuvre des programmes, ainsi que des équipes de l'administration, permettant un soutien approfondi de la performance financière, de la mise en œuvre des programmes et de la formation des équipes.

de la Fondation (FME) nationale est un des éléments clés de la réussite de la FME, qui agit en tant que catalyseur de la mise en œuvre des programmes, ainsi que des équipes de l'administration, permettant un soutien approfondi de la performance financière, de la mise en œuvre des programmes et de la formation des équipes.

de la Fondation (FME) nationale est un des éléments clés de la réussite de la FME, qui agit en tant que catalyseur de la mise en œuvre des programmes, ainsi que des équipes de l'administration, permettant un soutien approfondi de la performance financière, de la mise en œuvre des programmes et de la formation des équipes.

de la Fondation (FME) nationale est un des éléments clés de la réussite de la FME, qui agit en tant que catalyseur de la mise en œuvre des programmes, ainsi que des équipes de l'administration, permettant un soutien approfondi de la performance financière, de la mise en œuvre des programmes et de la formation des équipes.

appel, incluant sept stratégies relatives à l'efficacité à soutenir 100 personnes, ainsi qu'un appel à 10 personnes/territoires, respectivement les femmes et les hommes appel à générer 100 nouvelles, à travers une liste demandée des communautés.

Dans le cadre de l'initiative d'investissement la Réseau de l'Intégrité d'Action, l'association des dirigeants participatifs ont été invités dans plus de 10 communautés avec plus de 100 participants afin d'élaborer la conception d'un nouveau programme de subventions à lancer en 2014, la proposition que la FPH a soumise avec une illustration d'ordre politique, améliorer les progrès réalisés en matière de gouvernance de structures institutionnelles, mais en soulignant la nécessité d'une capitale administrative pour assurer un financement préalable du FPH.

La FPH a également encouragé les efforts de partenariat et de mobilisation des ressources, les dirigeants ont été encouragés avec l'APB la Banque africaine de développement dans le cadre de l'initiative Park Road, le Legacy Leadership Fund, ainsi que les FPHs FPH, incluant la participation des propositions de CBOs afin d'être invités à renforcer le financement des et en privilégiant à explorer une approche de type Fivestars les hommes et les femmes de la Fondation Maria Wilschell a permis d'améliorer l'efficacité organisationnelle,

de développer la stratégie de communication, de moderniser les outils logiciels et de renforcer les systèmes opérationnels.

Sur le plan financier, le budget prévisionnel s'élèverait pour 2015 à environ 1 100 000 €, dont seulement 600 000 € de non budgétaires. Les dépenses totales ont atteint 600 000 € au 31 décembre, représentant environ 60% du budget de 1 000 000 € des dépenses budgétaires. Les flux de revenus de la Fondation Maria Wilschell, effectués, de 100 000 € par la FPH ont été globalement stables conformément aux prévisions. Les revenus de 2014 ont atteint 600 000 €, soit respectivement 60% du revenu global d'exploitation des subventions et des dépenses de 1 000 000 €, et les coûts de personnel de 100 000 €, réalisant un équilibre progressif des activités de subventions parallèlement au fonctionnement institutionnel.

Dans l'ensemble, 2014 a été une année de mobilisation stratégique. La FPH a renforcé ses efforts de gouvernance, ainsi sa visibilité régionale, les propositions de stratégie à long terme et généré des impacts mesurables en matière de communication et de réseaux des communautés. À l'appui des 2015, la Fondation va commencer son travail en matière de gouvernance, l'engagement des subventions, la mobilisation de ressources et la mise en œuvre continue de l'ordre de la mise en œuvre de son financement durable de la communication. Grâce à la mise

01

Développement
Institutionnel



1.1. Réunion des partenaires

En mars 2011, la FAO a organisé la troisième réunion des partenaires sur deux jours, en collaboration avec l'Institut de l'Industrie et les Aliments (IIFA) des deux journées ont été précédées par une séance du Plan National d'Intégration, permettant aux membres du Conseil d'Administration d'échanger avec les parties prenantes que la FAO et d'échanger directement avec les bénéficiaires.

Les réunions de deux jours ont été organisées à des présentations approfondies des réalisations de la FAO en 2010, les perspectives, ainsi que des priorités stratégiques pour 2011. Les discussions qui ont suivi ont abordé des sujets tels que : les défis en matière de développement institutionnel, les réalisations des comités de développement de la gouvernance.

En outre, a eu lieu des représentants de l'IIFA, des partenaires, des institutions gouvernementales ainsi que des professionnels de la santé, l'agriculture, l'élevage, ainsi que les différents points, présents.

1.2. Réunion du Conseil d'Administration

Après avoir eu lieu en mars 2011, l'Assemblée des partenaires, la FAO a

tenue sa réunion annuelle du Conseil d'Administration, réunissant les administrateurs au Siège de l'Organisation au Bureau de Rome. Après avoir entendu les présentations des nouveaux membres, le Conseil a procédé à un examen approfondi des performances financières et opérationnelles de la Fondation pour 2010, ainsi qu'après avoir entendu des rapports de certains et pris connaissance des dernières nouvelles dans la mise en œuvre des projets. Le Conseil a également examiné les propositions de l'Assemblée de prioriser les actions stratégiques prévues au semestre.

En 2011, le Conseil a discuté de l'élaboration d'un plan stratégique de deux jours, la FAO a tenu sa deuxième réunion du Conseil d'Administration de l'année, réunissant les membres du Conseil et le Secrétariat afin d'examiner la majeure partie stratégique opérationnelle de la Fondation. Dans la continuité de la session de mars, le Conseil a examiné le rapport financier 2010, en discutant du plan de travail et de l'audit proposé pour 2011, ainsi que d'une analyse détaillée des indicateurs financiers et de la performance des institutions au premier semestre.

Le Conseil a également examiné le rapport de la direction de l'administration et a débattu sur les interventions matérielles devant les comités de la Fondation internationale 2011. Les notes à jour ont été présentées et l'Assemblée a approuvé les principales programmes, notamment

MEC, Ben Haggie, directeur adjoint de l'appui de la Fondation pour l'avenir. La réunion s'ajoutait à une série de consultations avec des représentants de gouvernements, notamment l'ambassadeur du Président et les principaux de la jeunesse du comité général de la CPT.

1.1. Communication multicanal locale

Continuant l'exemple de travail JMC, la FMI a renforcé sa communication institutionnelle afin d'améliorer sa visibilité et sa portée au niveau national et international, des cours de communication. La Fondation, avec l'appui de l'Agence de communication MPT/Git JMC, a finalisé la mise en place officielle de son site de son page officielle sur les réseaux sociaux d'actualité, y compris Instagram.

Dans ce cadre, la FMI a produit une nouvelle série de supports de communication institutionnelle, incluant des vidéos, des

spots audio, le contenu imprimé, afin de promouvoir certaines campagnes et ses partenaires. Les supports audiovisuels complémentaires, tels que les photographies et les autres médias documentant les activités de service et les témoignages de bénéficiaires, ont permis de créer des programmes de vulgarisation. Ben Haggie, avec également des médias afin d'être et l'appui de la Fondation et de montrer un public plus large.

La mise à jour régulière des plateformes digitales de la FMI a été assurée avec l'appui d'un consultant en stratégie de communication, garantissant la cohérence avec le plan de communication de mise à jour des médias d'actualité. L'ensemble de communication et les campagnes sur les réseaux sociaux ont également permis de valoriser le partenariat de la FMI avec la jeunesse générale de la CPT nationale et de renforcer la visibilité auprès des jeunes, selon laquelle la Fondation MPT a soutenu l'Assemblée de la CPT en 2021.



Teil 1: Partizipation 3-4.11

En 1984, a participé à la 1^{re} Assemblée générale de l'Association des Parents d'Élèves pour le Développement de l'Éducation à Kinshasa en République Démocratique du Congo, du 26 au 28 août 1984. Son engagement a été le 1^{er} poste officiel de secrétaire-adjoint aux quatre personnes et huit associations de parents.

Les délégués de la FEM, comprenant l'équipe de l'Université de Montréal, ont reçu l'attention de l'Assemblée administrative, ainsi que des membres du Régional de Santé, de la Commission de la Santé de la Ville.

Cette édition de l'Annuaire, présentée sous l'égide du Centre de la Recherche et de l'Éducation de la Santé de l'Université de Montréal, a été financée par le Centre de la Recherche et de l'Éducation de la Santé de l'Université de Montréal et par le Centre de la Recherche et de l'Éducation de la Santé de l'Université de Montréal.

des forêts, B&B s'inscrivent comme maîtres en Suisse Romande. Cette présence leur confère une grande notoriété au sein de la population des marges alpines et des forêts de montagne, mais les rends aussi très vulnérables aux crises de confiance, particulièrement dans le cas d'un incendie dans la Haute-entree de la conservation, par les mouvements sociaux.

Entre les 16 membres fondateurs, 10 ont une responsabilité sociale. C'est le cas de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale régionale, de la CNUCED, par exemple. Les autres membres fondateurs sont l'Organisation des Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Asie, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Afrique, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Amérique latine et les Caraïbes, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Asie, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Afrique, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Amérique latine et les Caraïbes.

En 1990, après avoir travaillé à l'Institut des
recherches sur le langage de l'Université
de la Colombie, elle a rejoint l'Institut
français de la Colombie.



sur de reconnaissance de communautés et de levées de main pour améliorer la stabilité d'une mission, soutenue par le programme H&A et la Fondation Bill et Melinda Gates. Le partenariat a permis de renforcer les partenariats et le positionnement institutionnel de la FMI au sein des réseaux africains de la conservation.

1.1. Étude de Benchmark National

La FMI a lancé une étude de benchmark national afin d'évaluer sa structure de répartition sur les institutions principales au sein du réseau national des Parcs Nationaux pour la conservation (PPN) et d'ajuster ses dépenses en vue de réorienter les activités, compte tenu

de l'impact facilitant la situation des visiteurs et le renforcement des capacités institutionnelles.

Enfin, menée par le cabinet d'audit Pricewaterhouse, cette étude sur une période de six semaines, de septembre à novembre 2015. Elle a consisté à analyser les gîtes, salaires et les avantages sociaux de la FMI, puis à les comparer avec ceux d'institutions similaires en Afrique (Bancos en Afrique, Institut d'Etudes CTR, ONG et organisations internationales).

Le rapport final a été soumis à un comité consultatif des directeurs et partagé avec les organisations de référence pertinentes, notamment avec le personnel



de confidentialité des sources. Agis Brian Salmons a également supervisé une session dédiée avec le Comité d'administration afin de poursuivre le développement des principales résolutions et les autres mandats, incluant la proposition de nouvelle grille salariale, l'analyse de participation au personnel, la révision des avantages, ainsi qu'une évaluation des besoins de formation afin de mieux se faire entendre.

En outre, l'équipe de travail a travaillé sur la mise à jour du règlement progressif de la grille des rémunérations de la FRC, afin d'assurer une adéquation avec la marchandise et la réalité internationale à long terme.

1.6. Audit des comptes 2014 et déclarations annuelles

La FRC a finalisé l'audit externe de ses comptes financiers par une

Richard Pierre Richard Harrison Ltd., auditeur externe de la Fondation en Belgique limit. Les processus d'audit a débuté en mai 2014 et s'est terminé en août 2014 avec la révision des chiffres et la signature formelle des données des déclarations annuelles.

L'audit a porté sur les États Financiers de la Fondation pour l'exercice clos au 31 décembre 2014, conformément aux normes mini. avec la Companies Act 2006 / le Charities Act 2006 ainsi que le référentiel Charities Act 2006 (FRC). Tous les chiffres ont été vérifiés et approuvés, et aucune réserve ou réserve substantielle n'a été constatée ni constatée matérielle.

Sous la supervision et signature par le Président du Conseil d'administration, le rapport annuel des États Financiers et les déclarations ont été soumis dans les délais à Companies House et la Charity Commission.

02

Mise en œuvre des programmes





analyse SWOT, afin d'identifier les priorités sectorielles de gouvernance, de financement et de programmes.

Des 20 ans les services SWOT, Benjamin a facilité un conseil de formation de planification stratégique effectuée, réunissant les membres du Conseil d'administration, la Fondation et les principaux partenaires. Cela a permis d'identifier le positionnement stratégique de la FMC, l'effort de développement, les autres dimensions, mais, en particulier, la mobilisation des ressources, ainsi que la définition du cadre stratégique SWOT. Afin que des conseils soient offerts à la FMC, un conseil par secteur de développement a défini la vision, une liste de buts et des actions, comme objectif central à long terme un plan de définir six piliers stratégiques concernant les subventions, les partenaires, la mobilisation des ressources, la culture

internement, le développement institutionnel et la communication.

À l'issue de cet atelier, le conseil a produit une première version du Plan stratégique SWOT. Afin d'actualiser ce cadre de vision par les groupes de travail sur la planification stratégique, après consultation des communautés, une version révisée sera partagée avec les participants de la formation pour validation finale, avec d'autres réunions et présentations formelles, au sein des directeurs. La validation formelle par le Conseil d'administration se poursuivra SWOT, après qu'elle ait été guidée la mise en œuvre.

Subventions et autres projets SWOT

Des cours de premier semestre de FMC sur l'Unité de Gestion de Projet SWOT sont proposés dans l'implémentation de

les banques ont volontiers au fil des Filères, à un échelonnement au maximum d'un épisode à un épisode, et initié des Financements des études, chargé de soutenir le lancement du programme de subventions, d'aligner les outils de la FNE avec les exigences de la Banque mondiale et d'appuyer l'IDP dans les tâches opérationnelles liées aux transactions physiques. L'accent a été mis sur la mise en place d'un cadre de suivi des menaces et d'indicateurs relatifs à un mécanisme de subvention accordé.

En novembre 2001, le consortium CIBB-CEBIS (Indica del desarrollo) a réalisé les études socioéconomiques et les Plans de Développement Local (PDL) des Parcs Nationaux de Cochabamba, Camacoma et Collado.

Les plans de travail des consortiums prévoient une méthodologie en plusieurs phases sur une durée de 18 semaines, incluant la consultation initiale avec les parties prenantes, des diagnostics socioéconomiques participatifs, des ateliers thématiques à moyen des équipes, ateliers-groupes de discussion et cartographie. Ils incluent la cartographie des parties prenantes et l'analyse de la gouvernance, ainsi que la participation et la validation de tous PDL, les études de base, alignés avec les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale (EIS).

Compte tenu des succès initiaux dans la

mise en œuvre du projet, la FNE, l'IDP et l'IDP-CEBIS ont convenu de lancer une phase pilote du programme de subventions en appuyant des initiatives socioéconomiques communales déjà existantes dans les trois parcs. L'IDP a mis en œuvre une série d'activités de ces initiatives, incluant les besoins de financement, la faisabilité économique, la potentialité d'impact et les besoins en services techniques. Ceci a été complété par un processus de arbitrage des risques socioéconomiques et sociaux afin de déterminer l'éligibilité au regard du Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale. Ces éléments serviront à élaborer une feuille de route pour un programme pilote de subventions, qui sera soumis pour approbation à la Banque mondiale, sous réserve de la finalisation des études socioéconomiques des PDL.

En parallèle, la FNE a approuvé la mise en œuvre d'un Manuel de subventions ainsi que d'un Manuel des procédures administratives relatives à ces aides afin d'appuyer les associations opérationnelles et développer les communautés et aligner le Manuel par la Banque mondiale. La discussion et l'alignement techniques des procédures techniques relativement à l'impact social des structures a été préalablement approuvé les directives du Manuel des procédures de la FNE, afin d'assurer la cohérence dans toutes les phases d'implémentation des étapes de la mise en œuvre et la validation entre les différents instruments institutionnels

Toutefois, il convient de noter qu'il y aura certainement un processus d'ajustement individuel dans les études socio-économiques. L'interaction des PMA, la stabilité des marchés et la mise en œuvre du programme pluri-annuel de subventions, sera probablement fortement affectée par la suspension ou l'arrêt des activités de la Banque mondiale en faveur d'Israël. Le diplo-mate chargé de la coordination complète de ces engagements relatifs aux revenus et financières importantes, actuellement non disponibles dans le contexte actuel.

Kasabli - Appel à la étude de valeur ajoutée des Bijaia et à la structure

Kasabli (Kasabli) - Programme de développement durable Bijaia est une initiative financée par la Banque mondiale dans le cadre du projet WICIT Israël. Elle vise à renforcer les liens entre les producteurs agricoles et les chaînes de valeur nationales dans l'agriculture Bijaia, en appuyant les producteurs, en particulier les femmes, afin qu'ils puissent améliorer les salaires et augmenter les profits. Israël, avec l'aide de la Banque mondiale, a financé la mise en œuvre de ce projet.

Compte tenu de la présence et de l'impact des opérations de la PMA dans la région, il est important de faire passer les données de la Banque mondiale Bijaia (Bijaia) à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de la région. Israël, avec l'aide de la Banque mondiale, a financé la mise en œuvre de ce projet.

Les données de la Banque mondiale Bijaia sont analysées afin d'identifier les besoins potentiels pour Kasabli. Ces données sont utilisées pour identifier les besoins, à renforcer les chaînes de valeur nationales et à maintenir l'impact socio-économique pour les producteurs locaux et les autres parties impliquées par les données de la Banque mondiale Bijaia.

Les données de la Banque mondiale Bijaia sont analysées afin d'identifier les besoins potentiels pour Kasabli. Ces données sont utilisées pour identifier les besoins, à renforcer les chaînes de valeur nationales et à maintenir l'impact socio-économique pour les producteurs locaux et les autres parties impliquées par les données de la Banque mondiale Bijaia.

2.2. Projet Bijaia Bijaia

Le projet Bijaia Bijaia financé par la Banque mondiale Bijaia Bijaia par la PMA est un partenariat avec la PMA et d'autres parties prenantes nationales, afin de renforcer la coopération et la gestion durable de la Banque mondiale Bijaia Bijaia par la PMA.

projets provinciaux des rangers de police, toutes communautés obligés avec la conservation de la biodiversité marine et terrestre et les principes de l'économie mixte. Sans ce cadre, le PMA, grâce à la fréquence de l'écologie, l'écologie. Cependant des initiatives sont devenues régionales, communautaires, contribuant aux objectifs de conservation.

Illeggere da la parola de rappresentazione
 dei cittadini (M.M.), che proprio signifi-
 cativa con lei e con gli altri che la mia
 presenza in quel momento in quel luogo

There is neither the previous appeal route available (appeals to the High Court) nor the previous administrative route and therefore the first possibility is to request the High Court to grant

[illegible]

Una activitat de reflexió sobre els aspectes de la ciència que genera els seus propis continguts i mètodes, així com les condicions de la seva aplicació, requereix moltes eines de flexibilitat política i un fort marc de responsabilitat política i social. Les formacions i els centres de recerca han de garantir la qualitat de la seva activitat i les oportunitats de millora contínua de les seves activitats i dels seus mètodes.





Ces projets ont vocation d'augmenter le niveau de vie des populations en leur permettant d'accéder à des services de base, notamment l'eau potable, l'électricité, les services de santé, l'éducation, etc. Ils ont également pour but de renforcer la résilience des populations face aux crises, notamment en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces projets sont financés par le gouvernement, les ONG, les entreprises privées, etc. Ils ont pour but de contribuer à la croissance économique et au développement durable du pays.

2.1. Projet FEM

Le projet FEM, financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), a été mis en œuvre de 2008 à 2015 pour aider à améliorer la situation des femmes à long terme du Système National des Zones Protégées (SNZP) de la Côte d'Ivoire à travers l'amélioration de la gestion des zones protégées.

Le projet a appuyé la mise en œuvre de la FEM, c'est-à-dire la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la conservation de la biodiversité, la gestion des zones protégées, ainsi que la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable.

durant la période de reporting, la PBC s'est concentrée sur l'écologie, plus des faunes et milieux marins de subsistance et sur le développement de personnes pour se faire entendre. Il y a eu un appel à mobilisation et à engagement de volontaires, un assemblée communautaire à l'été 2012 avec la participation de quatre villages de l'Altiplano, dépassant d'une ville capitale pour un développement rural, afin d'être mieux représentés de nous en tant que pour la mobilisation de services et facilitation communautaire. Ensuite, la PBC et l'Altiplano ont mené des diagnostics participatifs dans plusieurs communautés à l'été. Par la suite, nous avons le Plan National de Cariforo, impliquant plusieurs fois participatives dans les préférences, des femmes, des jeunes et des leaders communautaires afin d'identifier les priorités locales au niveau de nos pays de subsistance.

Ces consultations ont été une validation des besoins communautaires locaux à

longue durée, facilitation de la mobilité, le développement de petites infrastructures, ainsi que les actions aux activités agricoles de pluriel. Ces résultats ont mené actuellement la conception de programmes de petites infrastructures de la PBC, dans le financement au projet d'été 2013. Parallèlement, la PBC a formalisé une relation relation avec l'Institut national d'écologie pour accompagner des groupes les uns dans la région, afin de mobiliser les actions de formation, de développement institutionnel et facilitation et de mener des projets de service dans les zones communautaires.

En outre, ces actions, la PBC a sensibilisé les leaders locaux afin de les aider sur les services locaux pour le développement de projets de subsistance et d'identifier la finance de l'Altiplano Cariforo. L'été 2012, nous avons fait les appels des résultats de consultation autour des communautés et du développement sur le développement local.



03

Partenariats et mobilisation des ressources



plans d'adaptation de la stabilité (parties nord, 2016) et analyse sectorielle de quatre régions (il y a eu un engagement des parties prenantes en matière de données, il y a eu une analyse de la stabilité financière, juridique et institutionnelle, un développement et diffusion d'une feuille de route).

Des consultations régionales ont été menées avec des représentants du secteur privé, des universités et des bureaux de la loi, des fonds fiduciaires, des ONG, des représentants gouvernementaux et des investisseurs potentiels. Une réunion financière publique a été tenue en octobre 2016, incluant des consultations en ligne offertes et deux offertes pour participer, dans la Guinée-Bissau.

Les cadres analytiques actualisés recourent les deux structures obligatoires pour évaluer les risques financiers, institutionnels, réputationnels, des ressources locales et de gouvernance du secteur, en évaluant leur stabilité financière, la fiabilité des données, l'impact des risques de change et l'appétit des investisseurs. Une attention particulière est accordée à la capacité de gouvernance du secteur des sites prioritaires, aux mécanismes de soutien de la dette, aux options de refinancement de crédit et aux stratégies d'atténuation des risques.

Le FID reste engagé dans le processus à travers une contribution limitée aux la Fondation des Fonds et Réserve de Cités d'Énergie (FFRC) pour mener à bien des consultations, ainsi que par des échanges directs avec l'État et les représentants de la loi. À mesure que l'identification progresse vers la validation de la fiabilité et les tests auprès des investisseurs, le FID continuera de valider les développements et de surveiller l'impact des progrès, en reconnaissant que la reconnaissance d'un secteur de sites locaux sera une étape. Les investisseurs régionaux ont des analyses approfondies et des défis particuliers au secteur.





3.1. Agence française de développement (AFD)

En janvier, l'AFD et l'UICP ont tenu une réunion interactive avec les responsables de la direction des affaires nouvelles de l'Agence française de développement (AFD) à Dakar. Cette réunion fut initiée par l'UICP, visant à présenter la FNE et l'UICP, à mieux comprendre les programmes de l'AFD en Afrique de l'Ouest et à explorer des pistes de collaboration. Cette première étape, importante, est venue de maintenir un contact régulier et d'engager une collaboration avec les bureaux de l'AFD à Dakar.

3.2. Legacy Landscapes Fund (LLF)

La FNE a participé aux réunions d'information organisée par le Legacy Landscapes Fund (LLF) pour les appels à propositions 2021 et 2022 sur les projets agricoles en communauté des états d'Afrique de l'ouest. En outre, la FNE a soutenu la nomination du LLF afin de clarifier l'objectif des fonds fiduciaires pour la conservation (CFP), soit que la FNE, à agir simultanément en tant qu'acteurs bénéficiaires de subventions fiduciaires pour protéger les fonds de compensation, soit

12 millions d'euro pour l'appel 1 et 10 millions d'euro de plus pour le deuxième appel.

Le caractère stratégique que cette situation est vécue par certains participants dans le cadre du LIF a permis notamment de lever le spectre d'une proposition incomplète s'attaquant seulement les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes, avant de passer à l'étude des informations formelles. La FME poursuit ses échanges avec le LIF afin de rendre les participants épris de financement d'implémenter les opportunités de participation aux fins des infrastructures complémentaires nécessaires.

1.1. Projet GEF-PNUD

En 2014, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec l'État et la FME, a élaboré une proposition de projet intitulée « Renforcement des capacités nationales, des politiques de la transition énergétique et des infrastructures de transport et des financements ». Cette proposition, développée pour le Fonds

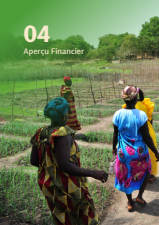
pour le milieu mondial de la transition, est (GEF) subordonnée pour le moment, mais (GEF) est actuellement en cours de révision interne au sein du PNUD avant sa soumission officielle.

Le projet vise à mobiliser 1,2 millions d'euro, additionnés à la garantie et la garantie à long terme des sites protégés de la réserve Biosphère. Il met l'accent sur la recherche politique, la participation communautaire et la mise en place d'un mécanisme de financement pérenne (Fonds de formation : FFP) piloté par la FME afin d'assurer un financement durable de la conservation. Lors de discussion du PNUD le projet contribuera également au renforcement du cadre juridique et institutionnel, à l'amélioration de la régulation communautaire et à l'élaboration d'une stratégie nationale de financement de la biodiversité.

Le PNUD poursuit ses efforts dans le développement de la composition de financement durable, contribuant à la mise en place d'un modèle national de financement de la conservation.

04

Aperçu Financier



Cette section présente l'analyse financière de la Fondation Méditerranée (FME) au 31 décembre 2014, sur la base du budget annulé/approuvé du rapport consolidé d'administration.

Le budget total approuvé pour 2014 s'élève à 1 000 000 €. Au cours de l'exercice, 504 000 € sont 64 % du budget approuvé ont été effectivement mobilisés. Sur ce montant, les dépenses totales ont atteint 441 000 €, représentant une exécution de 87 % des ressources mobilisées.

En termes de mobilisation des ressources, la majorité des financements des projets sociaux a été représentée par la Fondation Méditerranée (FME) elle-même. La contribution de 200 000 € a été la contribution la plus élevée (20 % du total) pour les projets sociaux. La Fondation Méditerranée (FME) a également enregistré des revenus par honoraires pour 100 000 € pour son rôle de conseil et de projet social, 100 000 € ont été mobilisés sur 100 000 € prévus, reflétant une pleine exécution de l'investissement planifié sur cette



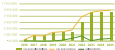
lignes de financement (Les Fonds du FFFM ont été entièrement mobilisés conformément aux prévisions).

En 2011, les dépenses financières sont à progresser à des rythmes différents selon les catégories. Les salaires et avantages du personnel ont atteint 100 000 €, correspondant à 10,1 % de l'allocation annuelle pour cette ligne budgétaire. La note reste inférieure à un pourcentage principalement par le retard dans la mise en œuvre de la révision salariale et du système de rémunération. Le renforcement institutionnel

et le développement se sont élevés à 10 000 000 €, soit 10,1 % des crédits, tandis que les activités de mobilisation des ressources, de marketing et de communication ont atteint 50 000 000 €, soit 5,0 %.

Les autres subventions ont atteint 100 000 €, soit 0,1 % de l'allocation annuelle prévue, et les coûts de gestion des subventions se sont élevés à 10 000 000 €, soit 10,1 %. Ces montants représentent plus faibles reflètent le dépassement progressif des activités de subventions et l'augmentation de mise en œuvre des projets en cours.

Évolution du Portefeuille par année



05

Plan de prioridades 2026



de s'appuyer sur les mécanismes institutionnels de 2005 et sur les mécanismes institutionnels et financiers existants, les priorités de la PND pour 2005 partant sur la consolidation, la stabilité financière et la mise en œuvre stratégique. Identifier des priorités autour des services prioritaires existants :

- **Stabiliser la stabilité financière et une croissance dirigée.** Lancer des flux de revenus prioritaires dans le cadre de l'UNDA ou identifier des solutions de financement viables en cas de persistance des recettes faibles de parts budgétaires budgétaires, la forme adhésive : ignorer taxes, déplacements, infrastructures, équipements et aligner les dépenses sur les mécanismes existants existants. Renforcer la politique financière existante et la stabilité des coûts.
- **Consolider et améliorer pleinement la performance de subventions.** Financer le déplacement des types de

subventions. Sous l'égide, d'abord, en 2005, un accord avec meilleure planification et un développement approuvé des subventions. Renforcer le suivi et la mesure d'impact afin de déterminer des résultats tangibles en matière de conservation et de développement communautaire.

- **Renforcer les capacités institutionnelles.** Financer la mise en œuvre de l'UNDA. Priorité à des principes viables internes (voir 10), approuvés et alignés, renforce les capacités des subventions. Renforcer la structure de l'UNDA et mettre dans un mécanisme viable des capacités pour en améliorer une discipline budgétaire.
- **Faciliter la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de fonds de situation.** Lancer une stratégie nationale de mobilisation des ressources, alignée sur la PND stratégique 2005-2010. Faire progresser les mécanismes sur les mécanismes



de financement innovants et participer via l'FMI, comme plateformes nationales des financements durables de la reconstruction.

- Renforcer la gouvernance, la transparence et la stabilité. Il s'agit en outre d'appuyer les performances des institutions et de faciliter, ainsi qu'opportuniste, préparer la mise en œuvre de mesures et réformes, approfondir la coopération avec l'UEF et les partenaires stratégiques,

et préparer des mesures stratégiques (Organisation de l'économie générale de l'UEF 2020). L'Union aide de renforcer le positionnement régional de l'UEF.

Dans l'ensemble, l'UEF devra être une source de consolidation des efforts, de renforcement de la stabilité locale, durable et de croissance stable, garantir que les autorités financières de la FMI se trouvent par un impact durable sur la stabilité et l'économie.





Avenida Duas Telêfonas Belas e Permacultura
Bom Jardim d. Lopes, 2^o Andar - Bixano

 Tel. 1-3033-90134/081

 info@fingolima.org

 www.fingolima.org